



Médias sociaux, technologies de l'information et de la communication et changement social: des jeux croisés d'acteurs, contrariant toute lecture déterministe portée par les médias

Bertrand Cabedoche

► To cite this version:

Bertrand Cabedoche. Médias sociaux, technologies de l'information et de la communication et changement social: des jeux croisés d'acteurs, contrariant toute lecture déterministe portée par les médias. Yves Théorêt. Médias sociaux. Leviers et espaces de transformation?, Créatic, Les éditions de l'immatériel, pp. 19-54, 2015. hal-02021641

HAL Id: hal-02021641

<https://hal.science/hal-02021641>

Submitted on 16 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Médias sociaux, technologies de l'information et de la communication et changement social du pourtour méditerranéen : des jeux croisés d'acteurs, contrariant toute lecture déterministe portée par les médias

Bertrand Cabedoche*

** Professeur de Sciences de l'Information et de la Communication, titulaire de la chaire Unesco Communication internationale de l'Université Stendhal-Grenoble3, président du réseau Orbicom.*

Les médias d'information font l'objet d'études particulièrement riches de démarches multiples : « les unes, de filiation plus spéculative, telles les études philosophiques et anthropologiques, insèrent cet objet dans une problématique générale qui s'interroge sur la valeur symbolique des signes, la place de ceux-ci dans la société, les ressemblances et les dissemblances lorsqu'ils s'inscrivent dans des espaces culturels différents, leur pérennité ou leur transformation lorsqu'on les observe à travers le temps (....) d'autres, enfin, de filiation plus empirico-éducative, telles les études sociologiques et sémiologiques, partant d'une théorie du découpage de l'objet empirique (corpus), se dotent d'instruments d'analyse permettant de rendre compte des effets de signification que cet objet produit en situation d'échange social.¹ » (Charaudeau, 2005 : 14). L'analyse des usages et des pratiques est de ce point de vue particulièrement édifiante, témoignant de ce que ceux-ci sont susceptibles de provoquer des effets quant à la construction des contenus.

Chronologiquement, les usages et pratiques professionnelles des producteurs historiques d'information médiatique – éditeurs des industries de l'information comme journalistes - n'ont pas témoigné d'une adoption pionnière des technologies de l'information et de la communication (Thierry, 1998 et 2000). Il a d'abord fallu le temps de maîtriser l'outil dans toutes ses dimensions : technique et sociale à la fois (Miège, 2007). Tous ces acteurs sociaux ont même parfois offert le spectacle d'une institution médiatique drapée dans sa suffisance élitiste, d'abord soucieuse de freiner l'ouverture démocratique de la diffusion de l'information à la concurrence sauvage de nouveaux acteurs, avant de comprendre tout l'intérêt, y compris symbolique, de l'appropriation et de la *coopétition* entre acteurs (Salles, 2010). Paradoxalement, rapidement devenue exponentielle dans une filière des industries culturelles à la recherche d'un modèle économique pérenne (Cabedoche, Damien-Gaillard, Rébillard, Smyrniaos, 2011), cette appropriation s'est doublée, tant sur le plan des usages que des pratiques, si l'on considère classiquement la distinction en sciences de l'information et de la communication (Jouët, 1987). Ainsi, générant des usages inscrits dans une durée déterminée, souvent décalés par rapport à l'usage prôné par le concepteur et portant de ce fait l'empreinte des évolutions des sociétés les accueillant, les TIC en tant que dispositif technique s'inscrivent aussi dans la longue durée, s'agissant cette fois des pratiques, au sens d'un ensemble complexe de procédés renvoyant à des usages sociaux et à tout un carrefour de représentations, de normes d'action et de valeurs (Miège, 2007 : 59 et 173). Pareille lecture distanciée a parallèlement conduit les chercheurs à se méfier tout particulièrement de toute lecture qui sacrifierait au déterminisme technique, comme à l'égard de la représentation opposée, qui consacrerait le déterminisme social. L'une surévalue le rôle sociétal de la technologie, érigée comme facteur premier du changement social ; l'autre s'attache au repérage des jeux des acteurs, comme si rien n'avait fondamentalement changé avec l'irruption de technologies nouvelles dont l'ancrage social est alors singulièrement négligé. Ainsi s'est-on habitué en sciences de l'information et de la communication à

¹ Patrick Charaudeau, *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, op. cit, p.14.

considérer que les pratiques de communication s'élaborent autour d'une double médiation. Technique, car l'outil utilisé structure la pratique. Sociale car les mobiles, les formes d'usage et le sens accordé à la pratique « *se ressource dans le corps social* » (Jouët, 1997).

La précaution est pourtant loin d'être de mise, caractérisant les pratiques dans lesquelles se sont précipités de nombreux journalistes, s'agissant d'évaluer le rôle contemporain des médias sociaux, boostés par les opportunités offertes par l'innovation technologique, dans la construction sociétale. De fait, emportés par un engouement dépassant largement les cercles médiatiques, les éditorialistes et autres commentateurs des médias classiques au Nord de l'espace méditerranéen se sont largement laissé piéger dans leurs lectures croisées des « *révolutions arabes* » du début de la décennie (Lafrance, 2014) et ce, d'autant plus que la rive sud de la Méditerranée constitue un terrain d'élection des projections médiatiques de la rive nord.

1. « La rive sud méditerranéenne », terrain traditionnel d'élection des projections construites depuis la rive Nord

Du point de vue du regard dominant des médias s'agissant du rôle des technologies de l'information et des médias sociaux dans le changement social, les « *révolutions arabes* » ont en effet constitué un véritable laboratoire-test, en même temps que symptôme de la *circulation circulaire de l'information*, comme la conceptualisait déjà Pierre Bourdieu pour désigner la reprise en boucle endogène et de plus en plus transnationale de l'information médiatique (Bourdieu, 1996 : 22)¹. Il est vrai, les pays au sud du pourtour méditerranéen et du Moyen-Orient constituent historiquement une terre d'élection pour tester toute une série de projections extérieures : hypothèses des producteurs d'information scientifique en vue de constructions théoriques ; impressions souvent doxiques des producteurs d'information médiatique en vue de prescriptions et proscriptions éditorialisées.

En témoignent d'abord les expérimentations des chercheurs. Par exemple, Daniel Lerner avait tenté d'établir un lien de causalité déterminant pour accélérer l'appropriation locale des comportements de la modernité, entre exposition régulière aux médias transnationaux du Nord et niveau de développement en Turquie, Jordanie, Liban, Égypte, Syrie et Iran (Lerner, 1958). Un peu plus tard et dans une perspective totalement opposée, Kaarle Nordenstreng et Tapio Varis s'étaient appuyés sur les revendications du Sommet des Non-Alignés d'Alger en 1973 pour émettre et confirmer l'hypothèse d'une « *circulation de l'information mondiale à sens unique* » (Nordenstreng, Varis, 1974). Ien Ang avait investi les comportements de téléspectateurs arabes du feuilleton décrié *Dallas*, pour déstabiliser les lectures unilatérales des médias transnationaux états-uniens en terme d'aliénation, en réinjectant la notion de plaisir (Ang, 1985). Comme Annabelle Sreberny-Mohammadi dans ses travaux sur l'influence des chaînes transnationales au Moyen Orient (Sreberny-Mohammadi, 1998), Lotfi Madani avait dégagé de son analyse des télévisions nationales en Algérie le concept d'« *extranéité* » pour désigner le décalage et le rejet entre les populations et l'image que leur donnaient d'elles-mêmes des médias nationaux aux ordres (Madani, 1996). Olfa Lamloum avait de son côté pointé les ambiguïtés d'*Al Jazeera* (Laloum, 2004)...

Les journalistes du Nord ne sont pas restés en reste, témoignant de l'attractivité de la région pour y investir le lien unissant les deux rives de la Méditerranée pour nourrir leurs essais et éditoriaux, dont la résonance peut aujourd'hui encore laisser trace. Par exemple, de manière tout aussi impressionniste que pour le répertoire précédent des chercheurs ayant investi la région, l'anticolonialisme d'un Raymond Cartier, nourri notamment de son expérience algérienne « *sans mensonge* »², avait entretenu une critique féroce, portée par *Paris-Match* et discutée selon les titres de presse, des politiques d'aide au développement, et progressivement des modèles « *d'intégration* » des populations immigrées en France (Mercier, 2003), sur fond de repentance bientôt revisitée (Liauzu, 2004) et de réhabilitation des populations *Pieds-noirs*, chassées par les mouvements de décolonisation, puis d'abord

stigmatisées avec le retour sur le sol métropolitain (Buono, 2001). Les publications des diasporas du Sud méditerranéen ont elles aussi contribué à maintenir l'attention vers les pays d'origine, s'agissant notamment du Maghreb et du Proche-Orient (Lecomte, 2009 ; Cuhe, 2001), tandis que les regards croisés des Palestiniens en exil (Larzillière, 2001) et des populations juives, sionistes ou non, (Greilsammer, 2001) ont tendu à transposer les conflits de la région sur les territoires d'accueil au Nord. Les questions identitaires s'y sont ainsi croisées, de manière plus ou moins heureuse, selon les périodes considérées. Septembre 2001 constitue ainsi une date-clé. Le constat s'impose d'un point de vue qualitatif, si on considère l'évolution des représentations médiatiques de la rive sud méditerranéenne par la rive nord, caractéristique de la stéréotypie déjà analysée dans sa dimension évolutive, jusqu'à se présenter susceptible de se constituer en tant que « *ferment actif* » (Amossy, 1991 :11). La conclusion est plus flagrante encore d'un point de vue quantitatif, si on considère le pourcentage, soudain exponentiel, d'informations ainsi accueillies dans les médias de référence relatives à l'actualité de ces territoires « du Sud » (Blanchard, 2001).

- Tableau 1 – L'explosion quantitative de l'information relative au Proche-Orient dans les médias dominants en France, depuis septembre 2001 (tableau de synthèse inspiré des travaux de Philippe Blanchard, « Si proche Orient... : un enjeu extérieur face aux clivages politiques nationaux », *Les Cahiers du journalisme*, n° 12, automne 2003, pp 56-71.

% info sur le Moyen-Orient	TF1	France 2	France Inter	France info	Le Monde	Moyenne
Janvier-Juin 2000	7,3	8.0	6.5	7.0	9.2	7.5
Juillet-dec. 2000	7.5	8,2	6.7	6.8	10.7	7.9
Janvier-Août 2001	5.2	6.5	6.4	10.1	12.9	8.2
Septembre-2001	47.0	36.4	36.0	46.3	20.3	37.2
Octobre-Dec. 2001	20.3	25.0	28	34.0	32.9	28.0
Janvier-Juin 2002	13.0	14	19.2	29	28.0	20.8
Juillet-Dec. 2002	12.5	14	16	21.1	37.0	20.1
Moyenne	16,11	16,01	16,97	22,04	21,57	18,54

Parallèlement, la région excite les appétits du Nord, investie d'une double promesse. La première, héritière de l'*orientalisme* pourfendu par Edouard Saïd (Saïd, 1980), consacre la recherche éperdue des paradis exotiques, dont les modèles s'effilochent successivement, par exemple à partir de l'expérience du kibboutzim israélien, du cosmopolitisme beyrouthin ou stanbouliote, de l'expérience autogestionnaire d'Ahmed Ben Bella, puis du village socialiste de Houari Boumedienne, jusqu'à provoquer l'effondrement des tiers-mondismes au milieu des années quatre-vingts (Cabedoche, 1987 et 1990). La seconde promesse s'inscrit dans la théorie des réseaux socio-techniques, notamment depuis que Michel Chevalier, en bon disciple de Saint-Simon, avait investi le *système méditerranéen* en tant que lieu de civilisations endormies, dont le réveil témoignerait du rôle majeur des technologies de l'information et de la communication pour le changement social (Mattelart, 1995 ; Musso, 2003).

Pour réactualiser ces lectures, il nous est apparu édifiant de réunir les synthèses déjà disponibles de travaux scientifiques ayant questionné l'impact des médias sociaux sur le changement social dans les pays du pourtour méditerranéen et ayant déjà entrepris des

comparaisons à partir des conclusions ainsi académiquement établies avec les analyses des médias dominants occidentaux. Les auteurs ont en effet été très rapides dès 2011 à proposer ainsi des analyses et lectures croisées par rapport aux productions médiatiques dominantes (Allagui et Kuebler, 2011 ; Antheaume, 2011 ; Badillo, Bourgeois et Asdourian, 2011 ; Cabedoche, 2011 ; Castagnac, 2011 ; Dahmen-Jarrin, 2011 ; El Oifi, 2011 ; Ferjani, 2011 ; Huyghe, 2011 ; Mattelart T., 2011 ; Musso, 2011...). De nombreux appels à communication ont encouragé les contributions académiques suivantes en ce sens³, parallèlement aux colloques organisés sur le thème par les acteurs sociaux eux-mêmes, par exemple activistes des médias communautaires de Tunisie, d'Égypte, de Jordanie et de Palestine⁴. Si l'ensemble de ces travaux témoignent sans surprise d'analyses académiques à l'écart de tout déterminisme, la mise à distance par rapport aux conclusions médiatiques se révèle bien cruelle à l'égard des certitudes largement portées par une majorité de journalistes : les médias sociaux ont ainsi été surinvestis dans les médias classiques de la rive nord de la Méditerranée, pour la compréhension de ce qu'il a été rapidement convenu de désigner sous l'appellation faussement objectivante de « *printemps arabe* ».

Du point de vue théorique, notre analyse s'inscrit d'abord dans la mouvance de la sociologie des usages, dans une voie ouverte aux jeux des acteurs par les travaux du CNET et du Gresec, qui entendaient alors voir les études en communication se démarquer des paradigmes dominants de la sémiologie et de l'importance accordée au texte et à l'image, voire même de la sociologie de la réception du courant anglo-saxon *Uses and gratifications* (Jouët, 2000). Parallèlement, notre travail est fortement inspiré de la lecture critique d'Habermas, ouvrant à une lecture plurielle de l'espace public, notamment à partir de nombreux échanges avec Peter Dahlgren. Dans ses travaux portant sur les rapports entre télévision, internet, citoyenneté, et *espace public* (Dahlgren, 2000), l'auteur insiste sur le fait que l'*espace public* est caractérisé par une tension entre un modèle unitaire et un modèle pluriel. Le chercheur suédois plaide ainsi pour une conception dynamique et plurielle de l'*espace public*, animée par l'interaction entre un espace public dominant et des espaces publics multiples, opposés et alternatifs, afin de ne pas « *marginaliser et supprimer la diversité des sociétés complexes* », de la même façon que Bernard Miège parallèlement avait jugé indéfendable « *le projet d'un espace public politique unifié* » (Miège, 2007 : 203). Les travaux ont déjà ouvert à l'hypothèse d'un cyberspace autonome dans un espace autoritaire, par exemple en Tunisie (Chouikha, 2009 ; Smati, 2009). D'autres encore se proposent ainsi de réinterroger la fécondité heuristique du concept d'*espace public*, en particulier lorsqu'il est enrôlé pour analyser des situations fortement décentrées par rapport au contexte de son émergence, par exemple au Moyen-Orient et en Afrique subsaharienne⁵.

Le présent travail reprend et complète des conclusions partielles, déjà communiquées à Beyrouth, Tunis, Alexandrie, Brême et lors d'un séminaire franco-brésilien en avril 2013.

2. Une recherche scientifique attentive aux usages innovants des TIC, portés par les médias sociaux

Dans son avertissement de la fin des années quatre-vingts, notre collègue Josiane Jouët avait prévenu du risque de sacrifier au déterminisme social, à partir d'une aversion légitime à l'encontre du déterminisme technologique. Un quart de siècle plus tard, la précaution est totalement intégrée dans les analyses proposées par les chercheurs en sciences humaines et sociales, s'agissant du rôle des médias sociaux dans les changements sociaux des rives méditerranéennes et, plus largement, du Moyen-Orient (Lafrance, 2014), même si Marc Lynch avait cru bon de la rappeler : l'auteur encourageait la recherche sur ces terrains à investir les changements dans les esprits et usages des populations, plus que les changements institutionnels, directement liés aux TIC (Lynch, 2009)⁶.

Effectivement, comme l'avaient déjà consacré certains travaux antérieurs, si les dispositifs numériques ne constituent pas des outils miracles, ils peuvent cependant offrir de réelles

possibilités pour des interactions civiques, sans pour autant promettre une installation rapide de la démocratie (Dahlgren, 2005 : 151). Récemment par exemple, à Hong-Kong comme à Détroit, les réseaux MESH ont pu être analysés comme des armes sensibles de contournement lorsque l'infrastructure est bloquée par le pouvoir central (Huguet, 2014). Analysant l'impact des TIC dans la contestation des pouvoirs institués en Méditerranée et au Moyen-Orient, les conclusions des chercheurs convergent : les médias sociaux ne se substituent pas aux partis politiques d'opposition aux syndicats et aux autres formes d'organisation sociale. Mais *via* les médias sociaux et, en particulier, avec l'explosion générale de la téléphonie mobile dans ces régions du monde, ils ont favorisé la dissémination d'informations non filtrées, issues des internautes eux-mêmes et ouvert à des regroupements opportunistes en vue de palier les déficits d'information (Lafrance, 2014). En Tunisie, par exemple, l'outil *Facebook* et les téléphones mobiles ont même été à certains moments les seuls canaux de transmission et de partage de l'information et ce, en temps réel, s'agissant de données logistiques cruciales (routes et checkpoints à éviter). Activés par les réseaux sociaux, des *liens faibles* (Granovetter, 2000) ont pu néanmoins accompagner, amplifier une communication généralisée et autoriser des regroupements. Par ailleurs, les médias sociaux ont créé des histoires sur les victimes et rendu l'émotion audible et visible. Même si le phénomène a été partiel, ils ont rendu audible une voix populaire et abouti à l'émergence d'une *culture de l'entre-soi*, participant de ce sacre de l'amateur, déjà pointé en sociologie des usages (Flichy, 2010).

- Tableau 2 – L'envolée de la téléphonie mobile dans les « pays arabes », repris à partir de Musso (2011).

Country	Number of Facebook users	Population*	Facebook penetration (%)
Algeria	1,413,280	35,422,589	3.99
Bahrain	276,580	807,131	34.27
Comoros	6,240	691,351	0.90
Djibouti	46,040	879,053	5.24
Egypt	4,634,600	84,474,427	5.49
Iraq	397,140	31,466,698	1.26
Jordan	1,104,340	6,472,392	17.06
Kuwait	629,700	3,050,744	20.64
Lebanon	983,380	4,254,583	23.11
Libya	260,400	6,545,619	3.98
Mauritania	40,000	3,365,675	1.19
Morocco	2,446,300	32,381,283	7.55
Oman	219,320	2,905,114	7.55
Palestine	474,400	4,409,392	10.76
Qatar	512,060	1,508,322	33.95
Saudi Arabia	3,213,420	26,245,969	12.24
Somalia	6,940	9,133,124	0.08
Sudan	319,624	43,192,438	0.74
Syria	241,859	22,505,091	1.07
Tunisia	1,820,880	10,373,957	17.55
UAE	2,135,960	4,707,307	45.38
Yemen	179,400	24,255,928	0.74

Les technologies de l'information et de la communication ont ainsi ouvert de nouvelles possibilités d'interaction civique et informationnelle hors médias, notamment lorsque ceux-ci participent de cette *extranéité* pointée par Lotfi Madani. Les témoignages recueillis par les chercheurs abondent en ce sens, correspondant à un élargissement de l'*agir communicationnel* défini par Habermas : « *nous avons appris la création du hashtag Sidibouzid sous Twitter, le mot clé pour suivre les sujets se rapportant aux événements de Tunisie. Jusqu'au 25 décembre 2010, très peu d'informations nous parvenaient via les médias internationaux* » (Dahmen-Jarrin, 2011).

Parallèlement, les travaux ont largement insisté sur la porosité des territoires entre médias classiques et médias sociaux. Le procès d'informationnalisation croissante témoignant d'une production et d'une diffusion d'informations développées de plus en plus hors des médias classiques ne dissuade pas pour autant les travaux, éloignés de tout médiacentrisme, d'analyser parallèlement les interactions, déjà au sein des territoires nationaux investis. Les usages ainsi relevés renvoient plutôt cette fois à l'*agir stratégique* distingué par Jürgen Habermas. Nous avons déjà ainsi relaté comment *Le Temps* de Tunis a pu faire état d'une nouvelle forme d'activisme politique ouvert par les TIC, lorsqu'un groupe se réclamant du cybermilitantisme d'*Anonymous* avait publié quelque 2 725 e-mails échangés entre les principaux responsables du parti islamiste *Ennahdha*, dont ceux du premier ministre Hamadi Jebali et les groupes salafistes. Le groupe menaçait alors de publier l'ensemble des données ainsi hackées, si la liberté d'expression n'était pas respectée, suite à la dispersion violente de la manifestation de diplômés chômeurs le 7 avril 2012. En Tunisie toujours, la campagne de dénigrement conduite par des cybermilitants d'*Ennahdha* contre la chaîne de télévision *Al hiwar Al tounsi*, média d'opposition, a vu certains médias sociaux se retourner au profit du directeur de la chaîne, Tahar Ben Hassine : ainsi, le pseudo conseil ironique, qui enjoignait à celui-ci de fermer la chaîne d'opposition pour se recycler dans la vente ambulante, supposée plus dans ses compétences, a été pris au pied de la lettre, de nombreux citoyens indignés se sont lancés dans une campagne sauvage de vente de persil sur les marchés publics, dont le bénéfice a été reversé à la chaîne pour garantir sa pérennité.

La réflexion stratégique d'acteurs a parfois été plus subtile encore, renvoyant à des jeux croisés, englobant le local et le global à la fois. Au Liban, l'analyse des sites francophones révèle combien le véhicule de la langue vise à la fois à bénéficier d'un *a priori* d'ouverture d'esprit, supposée plus grande dans la communauté francophone ; à tenter d'échapper à la tradition partisane des médias du pays ; à établir un trait d'union avec les diasporas, enfin à défendre la diversité linguistique (Chamieh, 2012 : 160). En Tunisie, équipé à bas prix grâce au commerce informel (Mattelart T., 2011), le « *cybermilitant* » a vite adapté son écriture en soignant syntaxe et orthographe et en ciblant son audience : arabe dialectal pour les jeux de mots caustiques et mobilisateurs à destination de la communauté d'appartenance, anglais « *oxfordien* » à destination de l'international, dont notamment les journalistes des médias occidentaux pour les reprises, légitimantes en retour au sein des communautés d'appartenance (Dahmen-Jarrin, 2011). Certains dissidents syriens, réfugiés à Beyrouth malgré la défiance du Hezbollah, revendiquent aujourd'hui travailler dans le même sens : « *Internet ne sert pas à mobiliser les Syriens, mais à alerter la communauté internationale* » (Musso, 2011).

On le constate aisément, le devoir d'alerte n'est pas la seule motivation d'activistes qui, grâce aux médias sociaux et aux TIC, peuvent espérer renforcer leur crédit et renouveler les formes d'imposition du sens. La maîtrise de l'information, couplée à des actions spectaculaires, semble ainsi être devenue un nouvel art de la guerre. Mokhtar Belmokhtar le comprendra de manière très efficace pour tenter de s'imposer comme djihadiste international⁷. En septembre 2012, faisant état de lenteurs inhabituelles de traitement des opérations avec les clients à partir de leurs sites respectifs, les banques états-uniennes Chase de la filiale de *JPMorgan Chase* semblaient avoir été victimes d'un groupe islamique *Cyber fighters of Izz Ad-Din Al-Qassam*, affirmant qu'il s'apprêtait à viser les sites de *Bank of America* et du *New York Stock Exchange* en représailles du film antimusulman *L'Innocence des musulmans*. Dans le même ordre d'idée, la Tunisie n'était pas seulement devenue pourvoyeuse de sons et d'images pour le monde entier, mais son modèle était convoqué, au-delà des seules révolutions arabes, jusqu'à inspirer l'activisme militant contre *Wall Street*⁸.

Pour des journalistes de la rive nord de la Méditerranée, en quête permanente de l'information et de la preuve sans avoir toujours les moyens d'investir dans une investigation de terrain longue et coûteuse, l'effet d'authenticité pouvait jouer pleinement, lorsque les médias sociaux locaux les ont mis sur la piste de *Wikileaks* et de documents révélant la

collusion de leur propre gouvernement avec des pouvoirs honnis, tandis qu'ils ont joué de l'effet de captation s'agissant de l'image symbolique forte de l'immolation par le feu à Sidi Bouzid du jeune vendeur ambulant diplômé Mohamed Bouazizi. L'image en avait d'abord été diffusée par les médias conversationnels⁹, via les applications des téléphones portables notamment (Dahmen-Jarrin, 2011), offrant parallèlement une nouvelle audience aux syndicats locaux.

Et de fait, les médias transnationaux ont suivi. Alors que les relais porteurs des messages de la rue survoltée – *Internet, Facebook, Twitter, YouTube...* – étaient voués à l'éphémérité, *Al Jazeera* s'est immédiatement fondu dans ce nouvel environnement médiatique en reprenant la voix des plateformes collaboratives et autres contributions individuelles. Certes, le risque était de se perdre dans un état d'ivresse éditoriale permanente, eu égard aux rapports de force au sein même de sa rédaction, à la structure du pouvoir décisionnel et des arbitrages de son propriétaire qatari qui organisent ses partis pris (Ferjani, 2011). En contre-partie, l'enjeu était la conquête de nouveaux espaces d'implantation (Amri, 2015). Même si l'aura de la chaîne qatari a pu pâtir, auprès des populations de la rive sud de la Méditerranée, d'une stratégie de pénétration parfois trop manifestement liée à la diplomatie qatarie (Gonzalez-Quijano, 2012), l'objectif avait été satisfait au-delà de tous les espoirs de l'autre côté de la Méditerranée, voire au-delà, au point que même la Maison Blanche s'y alimente désormais, en dépit de l'absence de la chaîne qatarie des bouquets satellites et câbles états-uniens, jusqu'au rachat par le groupe qatari de la chaîne *America*¹⁰. Il faut dire qu'entre temps, comme *Facebook* dont Pierre Musso montre que les flux ont été davantage dans le sens Sud-Nord, que Sud-Sud (Musso, 2011), la chaîne transnationale avait gagné son rang de diffuseur premier auprès des Occidentaux comme des Orientaux, en témoigne son choix en tant que support de la première interview exclusive de Mohammed Ghannouchi, éphémère président tunisien le 14 janvier 2011, plutôt que la télévision d'état TV7 qui avait dû se contenter de reprises. Le constat d'une même préférence avait déjà été fait dans le même sens pour le Maroc (Lamloum, 2007 : 128). « *Destination incontournable* », avaient titré les journaux occidentaux à propos d'*Al Jazeera*, dont les observateurs expliquaient le succès à partir d'une stratégie à long terme, faite d'innovations (interactions accrues entre rédactions arabophone et anglophone), de prises de risque (création de la licence *Creative commons* pour autoriser la duplication), mais aussi et surtout de réactivité maximale par rapport à l'événement, à la différence des autres chaînes (Corbucci, 2011). Avec les mouvements sociaux en pays arabes, après avoir d'abord été qualifiée de « *télé ben Laden* » cinq ans après sa création en 1996, *Al Jazeera* avait définitivement gagné ses galons de chaîne mondiale et non plus seulement de chaîne du monde arabe¹¹ (Amri, 2015). Cette distinction avait été émise par ses concurrents directs occidentaux, dont les journalistes de la presse internationale française : « *Pour la première fois, on a eu une chaîne de télévision internationale qui n'était pas une chaîne occidentale et qui travaillait selon des critères professionnels communs à toutes les chaînes et en même temps qui reflétait un point de vue différent, c'est-à-dire ne regardant pas le monde à travers des yeux occidentaux.* »¹².

La proposition avait alors été émise, et validée sans plus de distanciation, de parler de « *révolution Al Jazeera* », de « *télé-révolution* », voire de « *révolution médiatique* », en relation avec le constat que si l'usage d'Internet progressait, la télévision restait cependant le moyen privilégié pour l'accès à l'information dans les pays arabes, y compris pour les jeunes : 80% contre 46% pour le web dans certaines régions déjà ouvertes à ces nouvelles technologies. La référence était significative de ce déterminisme technologique dans lequel les médias dominants avaient progressivement glissé, évoquant parallèlement les « *révolutions Facebook* », « *révolutions Twitter* », « *cyber-révolutions* » et autres « *révolutions numériques* », s'agissant des mouvements sociaux de la rive sud de la Méditerranée, vite assimilés aux tensions constatées parallèlement au Moyen-Orient.

3. Un discours médiatique largement entaché de déterminisme technique

Circonstance atténuante, le discours déterministe des médias baignait dans un environnement pareillement avide d'une explication faussement structurante. Tous, activistes, hommes d'état, opérateurs, s'étaient montré pareillement investi en ce sens, au moins à partir de 2010.

L'image avait ainsi fait le tour des médias de la rive nord de la Méditerranée et particulièrement en France, de cette femme égyptienne voilée brandissant un clavier d'ordinateur pendant les révolutions du Caire, nouvel étendard des mouvements sociaux (Musso, 2011). Les acteurs sociaux eux-mêmes ont d'abord été les promoteurs de ce type d'analyse. Par exemple, l'Égyptien Wael Ghonim, auteur de la page Facebook « *We are all Khaled Saïd* » (du nom de ce jeune homme battu à mort par les forces policières d'Alexandrie en juin 2010), a lui-même baptisé le mouvement de « *révolution 2.0* ». En ce sens, le rôle des diasporas installées en Europe a été non négligeable (Chouikha, 2009). Elles ont pu, par l'exemple même de leur pratique, convaincre que la contestation en ligne était la nouvelle forme du changement social, comme il avait déjà été relayé lors des campagnes de la liberté d'expression *Sayeb Salah* et *Nhar ala Ammar* au printemps 2010 en Tunisie (Dahmen-Jarrin, 2011). Les réactions locales du politique ont poussé dans le même sens, par exemple lorsqu'en Jordanie, les campagnes menées à partir des médias sociaux avaient conduit à modifier le projet de loi relatif au « *cybercrime* ». Enfin, issues de ces mouvements sociaux, les nouvelles autorités ont pu également encourager la lecture de manière tout autant perlocutoire, lorsque par exemple, Slim Amamou s'était retrouvé ministre de la Jeunesse et des Sports dans le gouvernement de transition en Tunisie, fort de son action reconnue de mobilisation en tant que blogueur contestataire et de la répression que lui avait valu sa critique, *via* internet, de la censure sous Ben Ali.

Par dizaines d'articles (Badillo, Bourgeois et Asdourian, 2011), les médias français n'ont donc fait que reprendre des appellations déjà mobilisées ailleurs, pour parler de « *révolution internet* », avec des variantes, « *révolution twitter* » pour l'Égypte, « *révolution facebook* » pour la Tunisie, ou encore « *cyber-révolution* », voire « *cyber-dissidence* ». Internet y a été immédiatement qualifié de vecteur de la révolution tunisienne. Le blogueur Sofiane Belhadj y a été crédité du rôle d'acteur majeur de la *révolution du jasmin*, pour avoir notamment traduit et reproduit les câbles de *WikiLeaks* sur *Facebook*¹³, alors immédiatement qualifié de « *territoire libéré* ». Les appellations non contrôlées se sont ensuite propagées dans l'analyse de l'ensemble des territoires arabes, où des mouvements populaires s'observaient¹⁴. La qualification était d'autant plus facile que dans certaines de ces zones géographiques comme au Maroc, la recherche relative à l'ancrage social des technologies de l'information et de la communication n'avait, jusque là, été ébauchée qu'avec parcimonie. D'un point de vue discursif, le terrain était donc accueillant pour la proposition, jusqu'à autoriser Éric Schmidt, pdg de Google, à présenter sa société comme étant « *très, très fière* » de Wael Ghonim : « *C'est la nature de la technologie. Cela change la dynamique du pouvoir entre le gouvernement et les citoyens d'une manière réellement imprévisible* »¹⁵. Enfin, lors du *Davos numérique* de mai 2011, Nicolas Sarkozy en avait rajouté : négligeant la pudeur manifestée sur ce terrain de la responsabilité sociale par Marc Zuckerberg soi-même, co-fondateur de *Facebook*, le président français avait évoqué le barrage présenté contre un pouvoir déconsidéré par de simples individus armés de barrières virtuelles (*sic*)¹⁶. Les médias n'avaient ainsi plus eu qu'à rapidement reconstruire à leur compte une dynamique technologique pour le changement social, repérée notamment depuis « *l'élection du président numérique* » Barack Obama dès sa premier mandat (Cabedoche, 2010) et susceptible d'être étendue à l'ensemble des pays dits en développement, où il fallait désormais programmer « *les prochains rendez-vous de la révolution* », au-delà des seuls pays arabes, eu égard au développement exponentiel de ces TIC sur tous ces territoires¹⁷.

Pareille caution médiatique aurait cependant pu surprendre, venant de journalistes œuvrant dans les médias classiques français. Il n'y a pas si longtemps, nous l'avons dit, ceux-ci montraient encore leur réticence envers les « nouvelles » technologies de l'information dans leur pratique même du métier (Thierry, 1998 et 2000) et plus tard, ils avaient pu en appeler à la puissance publique, craignant radicalement de se faire débordé par une concurrence amateur, qu'ils étaient alors extrêmement rapides à disqualifier en même temps que leurs rédactions s'ouvraient de plus en plus à l'externalisation de leur écriture. Les travaux en sciences de l'information et de la communication sont éclairants en ce sens. Journalistes comme éditeurs de presse manifestent d'abord systématiquement une réserve à l'encontre d'une nouvelle technologie de l'information, jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de la maîtriser (Miège, 1996 : 145). L'ambiguïté du quotidien *Le Monde* l'illustre à merveille (Salles, 2010) : d'une part, cultivant une distinction corporatiste, voire élitiste, pour protéger la marque et ainsi garantir sa survie économique ; d'autre part, intégrant une démarche participative pour bénéficier de la rentabilité de son inscription citoyenne, dès lors que le web se présente aux portes de la démocratie. Les « *révolutions arabes* » semblaient donc se présenter à point nommé pour tous ceux qui, après avoir toisé l'esprit anarchique du web 1.0, « *axé sur la connaissance* », s'étaient ensuite désolés de son remplacement par l'émotivité narcissique du web 2.0. Les mouvements arabes réintroduisaient la noblesse d'un engagement politique au sein de comportements sociaux individualisés¹⁸ et fournissaient aux médias classiques l'opportunité de descendre du perchoir, pour s'engager dans une médiation plus collaborative, appelée depuis au moins une vingtaine d'années (Hatchen, 1987 ; Hagen, 1992). En particulier, l'exemple tunisien s'était présenté idéal, pays du continent le mieux doté en télécommunications : 80% d'abonnés à la téléphonie mobile et 3,5 millions de Tunisiens connectés Internet en 2010 sur un marché présentant trois opérateurs dont un public *Tunisie Télécom* et deux privés, *Tunisiana* offrant le GPS et *Orange* apportant l'iPhone 3G. Mais aussi pays où, à la différence de l'Égypte, les autorités contestées n'ont fait que procéder symboliquement à quelques arrestations de blogueurs et quelques hackings de comptes mail et Facebook, plutôt que de couper les réseaux de télécommunications. Et de fait, l'*expressivisme militant* (Allard, Blondeau, 2007 : 19) s'y est totalement exprimé jusqu'au niveau *amateur-expert*, pour le partage de l'information : MMS, *bluetooth*, profils sous *Twitter*, transferts via la clé *USB* et la carte mémoire... (Dahmen-Jarrin, 2011).

On aurait pu espérer des propos plus nuancés des journalistes, à la lecture des travaux scientifiques. Mais ce que révèlent surtout les travaux dans le rapport aux sources des journalistes témoigne d'une relative mise sous séquestre des sources académiques.

- Tableau 3 – Une relative mise sous séquestre des sources académiques, repérable dès septembre 2001 (tableau de synthèse inspiré des travaux de Philippe Blanchard, « Si proche Orient... : un enjeu extérieur face aux clivages politiques nationaux », *Les Cahiers du journalisme*, n° 12, automne 2003, pp 56-71.

Sources (en %)	La Croix	Le Figaro	L'Humanité	Le Monde	Le Point	Total
Journalistes, agences	25	18	39	14	89	37
Sources politiques institutionnelles	13	23	6	27	-	13,8
Sources politiques militantes	13	-	13	5	-	6,2
People, VIP,	-	23	10	9	-	8,4

écrivains, essayistes						
Témoins, anonymes	13	5	19	14	-	10,2
Think tanks	19	7	-	-	-	5,2
Total espace public sociétal						30
Sources académiques	19	25	13	32	11	20

Certes, si on s'arrête au cas de la France, le niveau de formation des jeunes journalistes, demandeurs de la carte professionnelle, s'est accru en 10 ans : 33,8% de formation supérieure en 1998, 62% en 2008. Mais les formations recherchées le sont plus par calcul stratégique, pour mieux intégrer la corporation, que par réel souci de connaissance : très peu d'apprentis journalistes ont suivi un cursus de philosophie, voire de sciences de l'information et de la communication ; la formation sciences politiques domine, connue pour être recherchée par les éditeurs car elle laisse préjuger, à partir du rituel du *grand oral*, la capacité à traiter rapidement de tout, dans des formats courts (Lafarge, Marchetti, 2011). Par ailleurs, s'agissant des écoles de journalismes reconnues par la corporation, beaucoup de travaux témoignent de l'emprise des professionnels, aux dépens de la formation académique (Miège, 2006 ; Cabedoche, 2009 ; Pélissier, 2009).

De ce fait, certains avertissements ont été peu entendus, quand il s'est agi de ne pas pratiquer l'amalgame, s'agissant des pays de l'ensemble de la région qualifiée de manière réductive de « *monde arabe* ». Les chercheurs ont été unanimes dans leurs conclusions, parfois timidement repris dans certains médias¹⁹ : ce ne sont pas Internet ou les réseaux sociaux qui font la révolution. Les immolations publiques, les manifestations interdites ou l'occupation de la place Tahrir sont avant tout des expressions physiques d'un désarroi et d'une contestation populaires. Et ce n'est pas tant une « *révolution Al-Jazeera* » qui s'est révélée avec le *Printemps arabe*, au même titre que les mouvements contestataires iraniens de 2009 ne se limitent pas à *Twitter*, ou les révoltes en Tunisie à *Facebook* (Corbucci, 2011). Sur ce plan, la distanciation est radicale : « *les révolutions 2.0 n'ont pas eu lieu* » ! (Ferjani, 2011).

La première réserve à l'encontre des lectures médiatiques dominantes concerne la modélisation forcée du propos : le « *monde arabe* » consacre une mosaïque de pays très différents (Musso, 2011). D'autre part, comme ailleurs, les opinions publiques y sont fragmentées, volatiles, et soumises à une recomposition permanente (El Oifi, 2011). D'autre part, la pénétration d'Internet est très inégale selon les pays : la Libye par exemple témoigne d'un système tribal de communication, par exemple chez les Warfalla, beaucoup plus efficace qu'Internet (Guidère, 2011). Le Maroc, où l'une des limites est le taux d'analphabétisme (67% en milieu rural), ne peut faire état d'un taux d'abonnement internet en 2009 que chez 1,5% de sa population, loin derrière la Tunisie, qui compte un taux de pénétration de 4,03%, mais dont l'évolution constitutionnelle et institutionnelle peut aussi à certains égards se présenter encourageante sur le plan de la régulation de la diversité culturelle, quand la Tunisie tente difficilement de s'y engager à son tour (Naji, Théorêt, 2013).

Tableau 4 : Pénétration d'Internet dans les Pays de la ligue Arabe – source : CIA World Factbook (2008)

Pays	Population	PIB Billion \$	PIB \$ /Habitant	Taux de Pénétration d'Internet	Nb d'Internaute	Taux d'alphabétisation		
						Femmes	Hommes	Total
Émirats Arabes Unis	4621399	164,400	37000	0,50	2300000	81,70	76,10	77,90
Qatar	824789	71,420	87600	0,43	351000	88,60	89,10	89,00
Bahreïn	718306	24,010	33900	0,35	250000	85,00	91,90	89,90
Koweït	2596799	140,000	55900	0,35	900000	81,70	85,10	83,50
Oman	3311640	60,890	19000	0,10	340000	67,20	83,10	75,80
Arabie saoudite	28146656	546,000	19800	0,22	6200000	70,80	84,70	78,80
Libye	6173579	74,720	12400	0,04	260000	72,00	92,40	82,60
Tunisie	10383577	76,070	7400	0,17	1722000	65,30	83,40	74,30
Algérie	33769668	222,300	6700	0,10	3500000	61,00	78,80	70,00
Liban	3971941	40,440	10300	0,24	950000	82,20	93,10	87,40
Jordanie	6198677	28,450	4700	0,18	1127000	86,30	95,90	91,30
Maroc	34343220	125,000	3700	0,21	7300000	39,40	64,10	51,70
Égypte	81713520	405,400	5000	0,11	8620000	46,90	68,30	57,70
Syrie	19747586	90,370	4700	0,18	3470000	64,00	89,70	76,90
Irak	28221180	102,400	3700	0,002	54000	64,20	84,10	74,10
Mauritanie	3364940	5,974	1800	0,01	30000	31,90	51,80	41,70
Soudan	40218456	80,980	1900	0,04	1500000	50,50	71,80	61,10
Djibouti	506221	1,738	2300	0,02	11000	58,40	78,00	67,90
Yémen	23013776	56,240	2500	0,01	320000	30,00	70,50	50,20
Comores	731775	1,262	1100	0,03	21000	49,30	63,60	56,50
Somalie	9558666	5,387	600	0,01	98000	25,80	49,70	37,80

Des travaux mobilisés pour la circonstance montrent qu'en dehors des Emirats Arabes Unis, du Koweït, du Qatar et de Bahreïn, Internet demeure encore hors de portée de la majorité du peuple arabe, dès lors que le PIB par habitant est inférieur à 3 000 US\$ (Musso, 2011). En Tunisie même, les analyses des usages montrent que les acteurs des pratiques insurgées sur le web émanent surtout d'une catégorie de la population : une élite constituée de jeunes hautement instruits, mus par une exigence de dignité et d'honneur, animés par un besoin de participation et un désir d'entrer dans la mondialisation technologique et politique (Badie, 2011), enfin ayant par ailleurs les moyens suffisants pour acquérir l'Internet mobile (Dahmen-Jarrin, 2011). Soit, même si les chiffres peuvent être discutés, environ 43 % de la population en Tunisie en 2010, un peu plus de 24% en Égypte pour Internet ; 17,55% pour les utilisateurs de Facebook en Tunisie et 5,49% en Égypte.

Tableau 5 : pénétration d'Internet dans le « monde arabe »

Country	Number of Facebook users	Population*	Facebook penetration (%)
Algeria	1,413,280	35,422,589	3.99
Bahrain	276,580	807,131	34.27
Comoros	6,240	691,351	0.90
Djibouti	46,040	879,053	5.24
Egypt	4,634,600	84,474,427	5.49
Iraq	397,140	31,466,698	1.26
Jordan	1,104,340	6,472,392	17.06
Kuwait	629,700	3,050,744	20.64
Lebanon	983,380	4,254,583	23.11
Libya	260,400	6,545,619	3.98
Mauritania	40,000	3,365,675	1.19
Morocco	2,446,300	32,381,283	7.55
Oman	219,320	2,905,114	7.55
Palestine	474,400	4,409,392	10.76
Qatar	512,060	1,508,322	33.95
Saudi Arabia	3,213,420	26,245,969	12.24
Somalia	6,940	9,133,124	0.08
Sudan	319,624	43,192,438	0.74
Syria	241,859	22,505,091	1.07
Tunisia	1,820,880	10,373,957	17.55
UAE	2,135,960	4,707,307	45.38
Yemen	179,400	24,255,928	0.74

La seconde réserve vise le déterminisme technologique – le *technomessianisme* (Balandier, 2001 : 20) présidant les représentations des révoltes arabes. Loin d'être le résultat du pouvoir intrinsèquement libérateur des réseaux, les bouleversements politiques sont d'abord et surtout l'aboutissement des mobilisations sociales (Ferjani, 2011). Particulièrement en Europe et en Amérique du Nord où l'environnement technologique se présente plus familier que la compréhension des sociétés arabes dans toute leur complexité et où l'idéologie du *livetweet* et du *liveblogging* consacrant l'*ambient journalism* peut dissuader de la vérification lente et rigoureuse des sources, l'utopie de la « *révolution facebook* » puise dans un imaginaire collectif, qui attribue un pouvoir illimité aux médias sur les hommes. Alors que tous les travaux en sciences de l'information et de la communication relatifs aux mécanismes de la réception le démentent, la croyance persiste, dominante, dans la possibilité de transformer le réel par le virtuel, en faisant l'économie de la violence consubstantielle aux rapports de force et enjeux de pouvoir. En particulier, le monde arabe connaît depuis la fin des années 1990 un processus d'autonomisation des opinions publiques. Les hypothèses, qui accordent un rôle primordial aux nouveaux médias dans les révolutions arabes, sous-estiment les transformations sociologiques structurelles (urbanisation, alphabétisation, par exemple) et surtout les motivations des individus et la très grande variété des options stratégiques à géométrie variable à leur disposition.

Ainsi, il devient nécessaire de prendre en considération les usages multiples et parfois contradictoires auxquels se prête l'outil et qui dépendent moins de sa nature et de ses potentialités que des motivations et stratégies des usagers (El Olf, 2011). Sur ce plan, les chercheurs ont beau jeu de rappeler l'usage répressif du net par les régimes arabes contestés qui, quand ils n'ont pas bloqué l'accès à Internet, ou carrément interdit l'usage de *Facebook* comme en Syrie et en Libye, s'en sont servi à leur tour. Internet, comme les outils de géolocalisation à partir des GSM ou des adresses IP, ont été exploités pour repérer et arrêter des hackers des sites gouvernementaux et réciproquement, pour hacker des comptes mail ou *Facebook* des insurgés comme en Tunisie ou encore pour convoquer des manifestations *via* les médias sociaux et y arrêter ceux qui obéissaient ainsi aux faux mots d'ordre (Musso, 2011). 45 experts étaient rémunérés par le ministère de l'Intérieur égyptien pour surveiller les 5 millions d'utilisateurs de *Facebook*. Comme Kareem Amer en Égypte, Tal al-Mallouhi en Syrie et Ali Abduleman, avec quelque 230 autres personnes accusées de terrorisme à Barhein par exemple, ont été incarcérés et maltraités à cause de leurs écrits publiés en ligne. L'autocensure reste encore la norme, eu égard aux risques. Ailleurs, les

autorités ont enrôlé les médias (*France 24* au temps de l'alliance de la France avec le régime Ben Ali) et les technologies de communication au service de leur diplomatie, pour tenter de peser sur le devenir du monde arabe (Ferjani, 2011).

L'argument, renouvelé par l'analyse des révoltes arabes, n'est pas nouveau, constituant même l'un des paradigmes des SIC : on ne saurait soustraire dans l'analyse un espace de contestation de ses contraintes structurelles, lesquelles pèsent aussi sur sa configuration (Miège, 2010 : 109). Par exemple, le rappel historique de l'utilisation des réseaux sociaux en Colombie contre les FARC dès février 2008, ou le constat des difficultés qu'a d'abord rencontrées le mouvement *Popolo Viola* à trouver un débouché politique à partir de la mobilisation obtenue en Italie *via Facebook*..., ne consacrent pas une découverte chez ceux qui confondent de longue date la *techno-rétologie* (Musso, 2003) et soulignent aujourd'hui le caractère multifactoriel, multirationnel du changement social en pays arabes (Musso, 2011). À ceux qui s'étaient déjà emballés pour les révoltes iraniennes, l'avertissement avait déjà été rappelé en 2009 à propos des couvertures médiatiques internationales, jusque dans les rapports même des Nations Unies : « *A l'exception des chaînes reçues par satellite et des blogs, qui ont fourni une soupe à la liberté d'expression, les perspectives demeurent sombres en la matière dans les pays arabes.* » (*Arab knowledge report*, 2009). Mais les médias ont reproduit les mêmes erreurs deux ans plus tard, tandis que les chercheurs, non sans irritation contre l'aveuglement et le bégaiement médiatiques, poursuivent aujourd'hui les mêmes mises en garde. Par exemple, les politistes avertis, comme Adel Tifaat et Bahgat Elnadi, n'ont jamais cautionné la confusion entre acteurs politiques et les moyens techniques dont ils disposaient, et sont apparus dès lors immédiatement armés à analyser la perte de légitimité du régime Moubarak comme facteur de révolte, plutôt que résultat de la mise à feu préparée par *Facebook*, *Twitter* et *Al Jazeera* (Castagnac, 2011). Le questionnement de la capacité des TIC à porter le débat contestataire sur la scène publique - quand les analyses des mails, tweets et autres « *gazouillis* » tunisiens témoignent surtout d'un rôle d'amplificateur d'émotions (Lafrance, 2014), caractéristique de cette *culture mosaïque* - comme l'aurait probablement qualifiée Abraham Moles (Moles, 1971) - de l'émotion réactive et de mise en scène de l'ego (Dahmen-Jarrin, 2011). La distanciation a déjà été introduite beaucoup plus tôt par les auteurs critiques de la supposée « *communautés des égaux* » (Flichy, 1999 ; Granjon, 2001). Le constat de confinement de la communication à quelques communautés dans le cas des révolutions arabes n'a fait que confirmer des constats antérieurs sur d'autres objets, par exemple la conclusion d'une communication polarisée relative au projet européen *Fire Paradox* (Badillo, Bourgeois et Asdourian, 2011). Les universitaires n'ont également fait que rappeler un constat déjà largement observé ailleurs : les liens proliférants qui se multiplient sur le web 2.0 n'ont pas la même densité, la même centralité et les mêmes obligations que les relations sociales que traduisent les socialités réelles (Cardon, 2008).... Ainsi, comme le résume Pierre Musso, chercher à établir une relation causale entre le taux de pénétration d'Internet et les révoltes arabes s'avère un exercice plus que périlleux.

Le relâchement des liens avec la recherche académique explique donc pour une part l'emballement autiste des médias, consacrant des analyses de mouvements sociaux pris en marche, sans plus de suivi dans le long terme (Lafrance, 2014) : il aura fallu la publication non traduite en français d'un ouvrage (Morozov, 2011), rédigé avant le printemps arabe et publié en janvier 2011 contre l'idée d'une « *révolution twitter* » en Iran, pour que les premiers médias commencent véritablement en France à interpeller la convocation.

Là encore, le déterminisme technologique avait présidé les principales analyses. *Newsweek* avait ainsi annoncé la chute du régime iranien en... 1995, titrant « *Des tchats et des tchadors* » ; lors des insurrections plus récentes de 2009 dans ce même pays, le *Wall Street Journal* avait diagnostiqué « *Tout cela ne serait pas arrivé sans Twitter* » et le *New York Times* avait vu des manifestants tirer des tweets face aux balles. En 2011, à partir des exemples tunisien et égyptien, certains avaient à nouveau parié sur un *effet domino* : « *Les*

*mêmes ingrédients – un grand nombre de personnes connectées, et joignables sur leurs mobiles lorsqu'elles ne le sont pas – sont, à coup sûr, présents dans de nombreux pays », en particulier dans de nombreux pays en développement*²⁰.

Devant tant d'affirmations, régulièrement répétées, le rappel historique entrepris par Morozov s'avère nécessaire. Le net s'y présente tout autant instrument de contestation que de propagande, de dévoilement critique que de désinformation. Et c'est en effet à partir de l'ouvrage que par exemple *Libération* était revenu sur les manifestations de 2009 en Iran, et s'était souvenu que les autorités avaient collecté et posté sur des sites officiels les photos des manifestants, pour appeler à identifier les protestataires²¹. La thèse du chercheur biélorusse exilé aux Etats-Unis s'est alors progressivement infiltrée dans les discours de certains journalistes français, dans un paysage médiatique encore dithyrambique en faveur de la thèse de la « *révolution Facebook* ». La convocation médiatique de Morozov a ainsi redonné tardivement une certaine historicité à quelques articles de presse, pour rappeler que de nombreux mouvements sociaux se sont développés, parfois à l'écart ou indépendamment du déferlement des médias, classiques ou sociaux. Ainsi, les premières populations à se soulever en Allemagne de l'Est ne recevaient pas les chaînes occidentales. Morozov invite encore à distinguer les effets réactifs et éphémères provoqués par les médias sociaux des inscriptions lourdes de tendances sociales : par exemple, l'attendue révolution iranienne n'a pas résisté sur *Twitter* à la mort de Mickael Jackson. À partir de cette lecture notamment, *Le Post* finit même par proposer de rebaptiser les événements en pays arabes comme caractéristiques d'une « *révolution sociale* », plutôt que d'« *une révolution numérique* »²².

Le bébé sera-t-il balayé avec l'eau du bain, un déterminisme chassant l'autre ? Le risque pourrait être prévenu dans des médias occidentaux, finalement déçus de « *l'islamisation progressive des révolutions arabes* », comme ils l'avaient été plus de trente ans après le renversement du Shah d'Iran et l'arrivée de l'ayatollah Khomeiny au pouvoir : une fois encore, une confrontation ouverte avec la recherche académique jouerait le meilleur avertisseur, quand notamment en SIC, les chercheurs ont déjà contourné l'obstacle depuis bien longtemps, n'évacuant pas le rôle des TIC et des médias sociaux, sans pour autant les survaloriser.

CONCLUSION

Tous les chercheurs en SIC le conjuguent pareillement : accepter la thèse du déterminisme technologique revient à nier l'innovation sociale. A l'inverse, on ne peut ignorer le rôle que les médias sociaux, portés par les TIC, ont pu jouer dans le « *printemps arabe* » (Musso, 2011), même s'ils n'ont pas tout fait, comme le confirment certaines références mobilisées pour la mise en perspective (Aaker, Adler, Smith 2010). L'analyse est classique dans la discipline où, si l'on n'a jamais consacré les TIC à l'origine du changement social, il y a néanmoins été déjà constaté que, *via* les médias sociaux, elles peuvent accompagner celui-ci, voire l'accélérer (Miège, 2007).

Ces simples constats et avertissements suffisent à rappeler le rôle fondamental de la recherche académique : la nature des enjeux, illustrés par les mouvements sociaux sur la rive sud de la Méditerranée et au Moyen-Orient, enjoint à envisager la complexité comme irréductible et le paradoxe en tant qu'élément de connaissance plutôt qu'entropie qu'il faut travailler à réduire. Une médiation scientifique pour une médiatisation, pour parler comme Denis Ruellan (Ruellan, 1997), préviendrait sans doute toutes ces appellations médiatiques toujours aussi peu contrôlées, lesquelles, après avoir qualifié de *printemps arabe* des mouvements dans des territoires dont l'évolution sociale s'est ensuite dessinée sous le signe de la stagnation, voire de la régression, ont ensuite proclamé, de manière tout aussi empressée, les printemps « érable », « ukrainien » (Lafrance, 2014) et, tout récemment, « africain » à la faveur du renversement du président Blaise Compaoré au Burkina Faso. Irrité par cette ferveur têtue forgeant les représentations linéaires médiatiques à propos des

mouvements sociaux en Afrique et dans les pays anciennement du bloc de l'Est, Mihaï Coman avait déjà proposé à la fin du XX^e siècle de convoquer le terme de *liminalité* de Viktor Turner, ouvert à toutes les options pour aborder les évolutions sur le terrain, plutôt que celui de *transition démocratique*, incontournable dans les imaginaires des journalistes de la rive nord de la Méditerranée, mais ô combien normatif, déterministe et nécessairement contrarié par les jeux des acteurs sociaux sur le terrain. Plus tôt encore, au début des années 1970, Christian Coulon avait conseillé de rechercher des cadres conceptuels nouveaux pour adjoindre les observateurs extérieurs de sortir de leur ethnocentrisme (Coulon :1972).

Plus que jamais, la distanciation académique s'offre ainsi pour prévenir le risque d'ensevelir le social sous le communicationnel (Miège, Tremblay, 1998). Elle consiste d'abord à « ...sortir d'un opportunisme *conjoncturel* (le règne de l'actualité)... », caractéristique du discours d'information médiatique, à provoquer « ...un retour sur le passé, y compris le passé lointain », à satisfaire enfin « à l'exigence épistémologique qui consiste à se départir de la 'normalité' apparente du présent, pour examiner ce qui, dans le passé, constitue un héritage structurant ce présent » (Bautier, 2007 : 197). Sortir de « l'effet de halo », qui consiste à ne retenir que les informations qui confirmeront les premières impressions, supposerait pour les médias dominants réinterroger l'archaïsme de leurs outils conceptuels et théorique, soit développer une culture de la recherche, encore bien marginale chez les journalistes généralistes.

Bibliographie

- AAKER, Jennifer, ADLER, Carlye, SMITH, Andy, 2010. *The Dragonfly Effect: Quick, Effective, and Powerful Ways to Use Social Media to Drive Social Change*. San Francisco : Jossey-Bass.
- ALLAGUI, Ilhem, KUEBLER, Johanne 2011. « The Arab Spring and the Role of ICTs ». *International Journal of Communication*, n° 5, pp. 1435-1442.
- ALLARD, Laurence, BLONDEAU, Olivier, 2007. *Devenir Média. L'activisme sur Internet, entre défection et expérimentation*. Paris/Amsterdam : Multitudes.
- AMOSSY, Ruth, 1991, Les idées reçues. Sémiologie du stéréotype. Paris : Nathan (Coll. "Le texte à l'œuvre")
- AMRI, Karima, 2015. *Le traitement de l'information politique dans les JT dans le monde arabe. Étude du cas de la chaîne qatarie Al Jazeera*. Thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université de Grenoble.
- ANG, Ien, 1985. *Watching Dallas, Soap Opera and the Melodramatic Imagination*, London, Methuen.
- ANTHEAUME, Alice, 2011. « La révolution du « live ». In HUYGHE, François-Bernard (dir.). *Facebook, Twitter, Al-Jazeera et le "Printemps arabe", L'Observatoire géostratégique de l'information* (IRIS), n° spécial, avril.
- Arab Knowledge Report (2009). *Arab Knowledge Report. Toward Productive Intercommunication for Knowledge*. Dubaï : Al Ghurair Printing and Publishing House LLC, à l'initiative de la Fondation Mohamed bin Rashid Al Maktoum et the United Nations Development Programme/Regional Bureau for Arab States. http://arabstates.undp.org/contents/file/newfiles/AKR09_E/Intro.pdf consulté le 5 décembre 2011.
- BADIE, Bertrand, 2011 : 103. « Des révolutions en ligne ? ». Entretien avec Bertrand Badie réalisé par Aurélie Julia, *Revue des Deux Mondes*, mai.
- BADILLO, Patrick-Yves, BOURGEOIS, Dominique, ASDOURIAN, Bruno, 2011. *Les médias sociaux : communication « généralisée », versus communication « polarisée » - Deux exemples euroméditerranéens : les révoltes dans les pays arabes et le projet Fire*

- Paradox*. Paris : Éditions du CNRS.
- BAUTIER, Roger 2007 : 197. « L'histoire des moyens de communication dans l'espace public », in Stéphane Olivesi (dir.). *Sciences de l'information et de la communication. Objets, savoirs, discipline*. Grenoble : PUG.
- BLANCHARD, Philippe, 2003 : 56-71. « Si proche Orient... : un enjeu extérieur face aux clivages extérieurs », *Les Cahiers du journalisme*, n° 12.
- BOURDIEU, Pierre, 1996. *Sur la télévision. Suivi de L'emprise du journalisme*. Paris : Raisons d'agir, Liber éditions.
- BUONO, Clarisse, 2001 : 281-287. « Les Pieds-Noirs et leurs descendants. Les difficultés de transmission d'une identité collective singulière », in Michel Wieviorka, Jocelyne Ohana, *La différence culturelle. Une reformulation des débats*, Colloque de Cerisy, Paris, Balland, 2001 Paris, Balland (Coll. "Voix et regards").
- CABEDOCHÉ, Bertrand, 1987. *Conscience chrétienne et tiers-mondisme. Itinéraire d'une revue spécialisée, Croissance des jeunes Nations, dans le paysage politique et intellectuel en France, 1961-1986*, thèse pour l'obtention du doctorat d'état en sciences politiques, Université de Rennes, publiée par le CRAP.
- CABEDOCHÉ, Bertrand, 1990. *Les chrétiens et le tiers-monde*, Paris : Karthala.
- CABEDOCHÉ, Bertrand, 2009, 43-67. « Apostas contemporâneas da produção e da difusão de conhecimentos na França relativas à informação mediática. Convergências e oposições entre praticantes das mídias e Ciências da comunicação (Enjeux contemporains de la production et de la diffusion en France de connaissances relatifs à l'information médiatisée) », in *Revista Comunicação : Veredas*, Revista do Programa de Pós-Graduação em Comunicação da Universidade de Marília – Unimar (Brazil), Ano VIII, nº 8, 2009-1.
- CABEDOCHÉ, Bertrand, 2010 : 215-234. « Open source strategies and media in political elections of the new millenium: an emerging script on technological determinism ? », in Vartanova, Elena L. (ed.), *Content, channels and audiences in the new millenium : interactions and interrelations*, Moscow (Russia), Faculty of journalism, Lomonosov Moscow State University.
- CABEDOCHÉ, Bertrand, DAMIEN-GAILLARD, Béatrice, RÉBILLARD, Franck, 2011 : 77-117. « Mutations de la filière Presse et information », in Philippe Bouquillion, Yolande Combès (dir.) *Diversité culturelle et industries culturelles*, Paris, L'Harmattan, 2011. <http://mots.revues.org/19630>, <http://mots.revues.org/19832> et <http://figuresmediatiques.hypotheses.org/?p=41>
- CARDON, Dominique, 2008: 7-17. « Présentation ». *Réseaux*, vol. 6, n° 152. www.cairn.info/revue-reseaux-2008-6-page-7.htm
- CASTAGNAC, Pierre-Yves (propos recueillis par) (2011). « Liberté place Tahrir. Entretien avec Mahmoud Husein [pseudonyme comme d'Abdel Rifaat et de Behgat Elandi] » In HUYGHE, François-Bernard (dir.). *Facebook, Twitter, Al-Jazeera et le "Printemps arabe", L'Observatoire géostratégique de l'information (IRIS)*, n° spécial, avril 2011.
- CHAMIEH, Lara, 2012. *Les nouveaux médias francophones dans les sociétés partiellement francophones : les sites web francophones au Liban*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université de Grenoble, 5 octobre.
- CHARAUDEAU, Patrick, 2005. *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, Bruxelles : De Boeck – Ina (coll. « Médias Recherches »).
- CHOUIKHA Larbi, 2009. « Un cyberspace autonome dans un espace autoritaire : l'expérience de Tunisnews », pp. 221 et s., in MOHSEN-FINAN, Khadija (dir), *Les Médias en Méditerranée : nouveaux médias, monde arabe et relations internationales*. Arles : Actes Sud et MMSH.
- CORBUCCI, Théo, 2011. « Le « Printemps arabe » et les médias occidentaux », In HUYGHE, François-Bernard (dir.). *Facebook, Twitter, Al-Jazeera et le "Printemps arabe"*,

- L'Observatoire géostratégique de l'information* (IRIS), n° spécial, avril 2011.
- COULON, Christian, 1972 : 1049-1073. « Système politique et société dans les états d'Afrique noire. À la recherche d'un cadre conceptuel nouveau », *Revue Française de Sciences Politiques*, n° 5.
- CUCHE, Denys, 2001, 14-23. « Diaspora », *Pluriel-Recherches. Vocabulaire historique et critique des relations interethniques*, Cahier n° 8, Paris : L'Harmattan.
- DAHLGREN, Peter, 2000 : 157-186. « L'espace public et l'Internet. Structure, espace et communication », *Réseaux*, vol. 18, n° 100.
- DAHLGREN, Peter, 2005 : 147-162. « The Internet, Public Spheres, and Political Communication: Dispersion and Deliberation », *Political Communication*, Vol. 22, Issue 2.
- DAHMEN-JARRIN Zouha, 2011. « L'activisme numérique en Tunisie : le tournant militant de la téléphonie mobile ». *Cahiers du Cédimes* (3).
- EI OIFI, Mohammed, 2011. « L'autonomisation des opinions politiques », In HUYGHE, François-Bernard (dir.). *Facebook, Twitter, Al-Jazeera et le "Printemps arabe"*, *L'Observatoire géostratégique de l'information* (IRIS), n° spécial, avril 2011.
- FERJANI Riadh, MATTELART, Tristan, 2011. « Monde arabe : les révolutions 2.0 n'ont pas eu lieu ». *Médiamorphoses*, n° 30, mis en ligne automne 2011, consulté le 16 novembre 2011. http://www.revue-medias.com/spip.php?page=rubrique&i_rubrique=66
- FERJANI, Riadh, 2011. « De l'ivresse éditoriale : la révolution tunisienne racontée par Al Jazeera ». *Médiamorphoses*, n° 30, mis en ligne automne 2011, consulté le 16 novembre 2011. http://www.revue-medias.com/spip.php?page=rubrique&i_rubrique=66
- FLICHY, Patrice, 1999 : 77-120. « Internet ou la communauté scientifique idéale ». *Réseaux*, vol. 17, n° 97, Paris : CENT/Hermès.
- FLICHY, Patrice, 2010. *Le sacre de l'amateur. Sociologie des passions ordinaires à l'ère numérique*. Paris : Seuil.
- GONZALEZ-QUIJANO, Yves, 2012. « Les médias arabes après l'état de grâce. Et l'étoile d'Al-Jazira pâlit ». *Le Monde diplomatique*, mai.
- GRANJON, Fabien, 2001. *L'Internet Militant. Mouvement social et usage des réseaux télématiques*. Rennes : Apogée (Coll. "Média et Nouvelles technologies").
- GRANOVETTER, Marc, 2000. *Le marché autrement. Les réseaux dans l'économie*. Paris : Desclées de Brouwer (coll. Sociologie économique).
- GREILSAMMER, Ilian, 2001 : 268-280. « Identité juive et culture politique. Etats-Unis, France, Israël », in Michel Wieviorka, Jocelyne Ohana, *La différence culturelle. Une reformulation des débats*, Colloque de Cerisy, Paris, Balland, 2001 Paris, Balland (Coll. "Voix et regards").
- GUIDÈRE, Mathieu, 2011, « Tunisie, Égypte, Lybie : à chaque révolution, sa communication », in François-Bernard Huyghe (dir.) (2011). *Facebook, Twitter, Al-Jazeera et le "Printemps arabe"*, *L'Observatoire géostratégique de l'information* (IRIS), n° spécial, avril 2011. http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/2011-04-04-facebook-twitter-al-jazeera-et-le-printemps-arabe.pdf
- HAGEN, Ingun, 1992 : 16-27. « Democratic communication: Media and social participation ». In WASKO, Janet, MOSCO, Vinni (Eds.), *Democratic communications in the information age*. Toronto : Garamond Press.
- HATCHEN, William A., 1987. *The World News Prism, Changing Media, Clashing Ideology*. Ames Iowa : Iowa State University Press.
- HUGUET, François, 2014, « Vers de nouvelles écologies des infrastructures ? Le logiciel Commotion, entre dispositif de communication résilient et technologie mobile de reliance », Telecom Paristech, communication lors du colloque international *Terminaux et environnements numériques mobiles dans l'espace francophone*, colloque international organisé par la chaire Unesco *Pratiques émergentes en technologies et communication pour le développement*, université Bordeaux-Montaigne, 4-5 novembre.

- HUYGHE, François-Bernard (dir.), 2011. *Facebook, Twitter, Al-Jazeera et le "Printemps arabe"*, *L'Observatoire géostratégique de l'information* (IRIS), n° spécial, avril 2011. http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/2011-04-04-facebook-twitter-al-jazeera-et-le-printemps-arabe.pdf
- JOUËT, Josiane, 1987. *L'écran apprivoisé. Télématique et informatique à domicile*. Paris : CNET, Centre Paris A (Coll. "Réseaux").
- JOUËT, Josiane, 1997 : 291-312. « Pratiques de communication et figures de la médiation. De médias de masse aux technologies de l'information », *Sociologie de la communication*, 2^e partie : *Communication, technologies et société*.
- JOUËT, Josiane, 2000 : 487-521. « Retour critique sur la sociologie des usages », in *Réseaux*, n° 100.
- LAFARGE, Géraud, MARCHETTI, Dominique, 2011 : 71-99. « Les portes fermées du journalisme. L'espace social des étudiants de « formations « reconnues ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 189.
- LAFRANCE, Jean-Paul, 2014, « Usage des NTIC dans les crises sociales », communication lors du colloque international *Médias sociaux*, organisé par le réseau Orbicom des chaires Unesco en communication et la chaire Unesco *Pratiques émergentes en technologies et communication pour le développement*, université Bordeaux-Montaigne, 6-7 novembre.
- LAMLOUM, Olfa, 2004. *Al Jazira, miroir rebelle et ambigu du monde arabe*. Paris : La Découverte.
- LARZILLIÈRE, Pénélope, 2001, 185-197. « Références à l'Occident dans les constructions d'identité de la jeunesse palestinienne », in Michel Wieviorka, Jocelyne Ohana, *La différence culturelle. Une reformulation des débats*, Colloque de Cerisy, Paris, Balland (Coll. "Voix et regards").
- LECOMTE, Romain, 2009. « Internet et la reconfiguration de l'espace public tunisien : le rôle de la diaspora ». *Tic et société*, volume 3, n° 1-2. <http://ticetsociete.revues.org/702>, consulté le 26 juin 2011.
- LERNER, Daniel, 1958. *The Passing of Traditional Society, Modernizing the Middle East*, New York: The Free Press.
- LIAUZU, Claude (dir.), 2004. *Colonisation : droit d'inventaire*. Paris : Armand Colin (Coll. "Les enjeux de l'histoire").
- LYNCH, Marc (2009). « Should We Support Internet Activists in the Middle East ». Abu Aardvark's Middle East Blog, *Foreign Policy*, mis en ligne le 22 avril 2009 http://lynch.foreign-policy.com/posts/2009/04/22/should_we_support_internet_activists_in_the_middle_east?hidecomments=yes (consulté le 1^{er} décembre 2011).
- MADANI, Lotfi, 1996 : 316-324. « Les télévisions étrangères par satellite en Algérie : formation des audiences et des usages », *Tiers Monde*, n°146, avril-juin.
- MATTELART, Armand, 1995. « Une éternelle promesse : les paradis de la communication ». *Le Monde Diplomatique*, n° de novembre.
- MATTELART, Tristan (dir.), 2007. *Médias, migrations et cultures transnationales*. Paris-Bruelles : Ina-De Boeck.
- MATTELART, Tristan, 2011 : 67-84. « Internationalisation et contournement des censures ». *Métamorphoses*, n° 30. http://www.revue-medias.com/spip.php?page=rubrique&id_rubrique=66
- MERCIER, Céline, 2003, *Les pieds noirs et l'exode de 1962 à travers la presse française*. Paris : L'Harmattan.
- MIÈGE, Bernard, 1996. *La société conquise par la communication. T. I – Logiques sociales*. Grenoble : PUG.
- MIÈGE, Bernard, TREMBLAY, Gaëtan, 1998 : 11-25. « Introduction, théories sociales de la communication et théories communicationnelles de la société », *Loisir et société*, vol. 21,

n°1.

- MIÈGE, Bernard, 2006 : 142-167. « France : l'incomplétude des relations entre journalisme et université ». *Les Enjeux de la Communication* (mis en ligne 25 septembre 2006). www.u-grenoble3.fr/les_enjeux repris dans BOHRMANN, Hans, KLAUS, Elizabeth et MACHILL, Marcel (eds) (2007), *Media Industry, Journalism Culture and Communication Policies in Europe*. Cologne Köln : Halem.
- MIÈGE, Bernard, 2007. *La société conquise par la communication. T. III. Les tic entre innovation technique et ancrage social*. Grenoble : PUG (Coll. "Communication, Médias, Société").
- MOLES, Abraham, 1971. *Sociodynamique de la culture*. Paris : Mouton.
- MOROZOV, Evgeny, 2011. *The dark side of Internet Freedom. The Net delusion*. New York : Publics affairs.
- MUSSO, Pierre, 2003. *Critique des réseaux*. Paris : PUF (Coll. "La politique éclatée").
- MUSSO, Pierre, 2011. « Révolution FaceBook » ou révoltes populaires ? ». *Écorev* (revue critique d'écologie politique), n° 37, mis en ligne le 2 septembre, consulté le 23 novembre 2011. <http://ecorev.org/spip.php?article891>
- NAJI, THÉORÊT, 2013, « Diversité culturelle et régulation : des convocations terminologiques historiquement et politiquement délicates », in Jamal Eddine Naji et Yves Théorêt (dir.), *Réflexions sur les diversités mondiales*, (Orbicom, Unesco et HACA), Casablanca, Les éditions maghrébines Aïn Sebaâ.
- NORDENSTRENG, Kaarle, VARIS, Tapio, 1974 : 15-44. « La circulation à sens unique ? Revue et analyse de la circulation des programmes de télévision dans le monde », *Études et documents d'information*, n° 70, Paris, Unesco.
- PÉLISSIER, Nicolas, 2009. *Journalisme : avis de recherche*. Bruxelles : Bruylant, (Coll. "Médias, société, relations internationales").
- RUELLAN, Denis, 1997 : 145 et s., « Une médiation pour une médiatisation », *Hermès, "Science et médias"*, n° 21.
- SAÏD, Edouard, 1980. *L'orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*. Paris, Seuil.
- SALLES, Chloë, 2010. *Les mutations d'une presse de « référence » : évolution des stratégies d'acteurs à partir de représentations et pratiques journalistiques sur Internet. Les blogs au cœur des stratégies de repositionnement de la presse écrite, le cas du journal Le Monde*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université de Grenoble.
- SMATI, Nozha (2009). « La configuration audiovisuelle tunisienne entre monopolisation et libéralisation du secteur ». *Revue Entrelacs.fr*, mis en ligne le 26 avril 2009, consulté le 24 novembre 2011. http://w3.lara.univ-tlse2.fr/entrelacs/IMG/article_PDF/article_165.pdf
- THIERRY, Daniel (dir.), 1998, *Nouvelles technologies de communication. Impact sur les métiers*, Paris, L'Harmattan, (Coll. "Communication, Médias").
- THIERRY, Daniel (dir.), 2000, *Nouvelles technologies de communication. Nouveaux usages ? Nouveaux métiers ?*, Paris, L'Harmattan, (Coll. "Communication, Médias").

¹ Voir sur ce point, notre précédent chapitre d'ouvrage, « Des sciences de l'information et de la communication à équidistance de tout déterminisme : un état de la recherche en France relative à la couverture médiatique des "révolutions arabes" », in Sihem Najjar (dir.), *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques (Monde arabe, Europe de l'Est, Amérique Latine)*, Tunis et Paris : IRMC-Karthala, 2013, pp. 279-300.

² Cf. Raymond Cartier, 1960. *L'Algérie sans mensonge*. Paris, Hachette.

³ Cf. l'appel à contributions *Tic et Suds : perspectives historiques*, organisé en 2012 par la MSH Paris Nord et l'Université Paris 13 ou celui de la revue *ESSAHESS-Journal for communication Studies* pour son n° 5 de septembre 2012 : *Évaluer la liberté de la presse : les médias sociaux ont-ils changé la*

donne ? »... On lira encore en ce même sens la contribution au présent ouvrage de Jean-Paul Lafrance, issue de sa communication lors du colloque international *Médias sociaux*, organisé par le réseau Orbicom des chaires Unesco en communication et la chaire Unesco *Pratiques émergentes en technologies et communication pour le développement*, université Bordeaux-Montaigne, 6-7 novembre 2014.

⁴ Cf. la 1st Annual Conference et General Assembly de la *Community Media Forum Europe*, les 17-19 novembre à Nicosie, session plénière 2 : « Les médias communautaires et le printemps arabe ».

⁵ Cf. journée d'étude *A-t-on enterré l'espace public ? Enquête sur les avatars récents d'un concept*, École des Hautes Études en Sciences sociales, 2 et 3 décembre 2009, en particulier les communications de Gilles Holder, Nilufer Gole, Matthieu Hilgers, Sahar Saednia.

⁶ « *The real impact of political blogging is still likely to lie in the longer term impact on the individuals themselves, as they develop new political competencies and expectations and relationships. The impact of the new media technologies will likely be best measured in terms of the emergence of such new kinds of citizens and networks over the next decades, not in terms of institutional political changes over months or years.* », (Lynch, 2009).

⁷ Cf. Dominique Thomas, interrogé par Hélène Sallon et Christophe Châtelot, in « Mokhtar Belmokhtar, un pro du djihad spécialiste des enlèvements », *Le Monde*, 17 janvier 2013.

⁸ Cf. le blog du fameux Danny Kronstrom, établissant l'analogie entre le militantisme occidental contre la crise financière et les mouvements en pays arabes : *Le pouvoir des médias sociaux dans « Occupons Wall Street »* <http://www.dannykronstrom.com>

⁹ Les médias sociaux font référence à des activités, des pratiques et des comportements au sein de communautés de gens qui se réunissent en ligne pour partager de l'information, des connaissances et des opinions en utilisant des médias « conversationnels ». Les médias conversationnels sont des applications fondés sur le Web qui permettent de créer et de transmettre facilement du contenu, sous la forme de mots, d'images, de vidéos et d'audio » Cf. SAFKO Lon, BRAKE David K., 2010:6. *The social media bible: Tactics, tools, and strategies for business success*, Hoboken, Wiley.

¹⁰ Mathilde Bénilde, « La révolution arabe, fille de l'Internet ? », *Le Monde Diplomatique.fr*, mis en ligne mardi 15 février 2011 et consulté le 20 novembre 2011 : <http://blog.mondediplo.net/2011-02-15-La-revolution-arabe-fille-de-l-Internet>

¹¹ Claire-Gabrielle Talon, « Al Jazira à l'épreuve du Qatar », *Le Monde* du 12 avril 2011

¹² Alain Gresh, « Jours de tourmente en Syrie », *Le Monde Diplomatique*, août 2011 et entretien « La chaîne al-Jazira fête sa révolution il y a 15 ans », RFI, posté le 23 novembre 2011, <http://www.rfi.fr/moyen-orient/20111122-chaîne-al-jazira-fete-revolution-il-y-15-ans>, consulté le 5 décembre 2011.

¹³ *La Croix*, 30 mars 2011.

¹⁴ Cf. le propos assuré de Sawsan Zahidé, lors du colloque CMFE : « *Facebook et Twitter sont des outils de changement pour les mouvements de jeunesse dans la région* ».

¹⁵ Mathilde Bénilde, « La révolution arabe, fille de l'Internet ? », *Le Monde Diplomatique.fr*, mardi 15 février 2011.

¹⁶ Fabien Deglise, « Facebook et la révolution arabe : un mythe selon Marc Zuckerberg », *Le Devoir.com*, mis en ligne le 25 mai 2011 <http://www.ledevoir.com/opinion/blogues/les-mutations-tranquilles/324001/facebook-et-la-revolution-arabe-un-mythe-selon-mark-zuckerberg>

¹⁷ « La révolution Facebook : le printemps arabe et le futur politique des réseaux sociaux », *ParisTech Review*, www.paristechreview.com/2011/02/28/revolution-facebook-printemps-arabe-futur-politique-reseaux-sociaux/ (consulté le 25 novembre 2011).

¹⁸ Cf. le propos du consultant en intelligence économique Adrien Gévaudan, « La fin de l'aristocratie du Web », in Huyghe, *op. cit.*, pp. 15-17.

¹⁹ Cf. Marie Bénilde, *loc. cit.*

²⁰ Cf. « La révolution Facebook : le printemps arabe et le futur politique des réseaux sociaux », *ParisTech Review*, 28 février 2011 <http://www.paristechreview.com/2011/02/28/revolution-facebook-printemps-arabe-futur-politique-reseaux-sociaux/>

²¹ Interview de Morozov par Lorraine Millot, « Le Net, instrument de libération et d'oppression », *Libération.fr*, lundi 18 avril 2011. Url : <http://www.liberation.fr/monde/01012323705-le-net-instrument-de-liberation-et-d-oppression>

²² Cf. J. Audiard, « Révoltes en Tunisie et en Égypte : réseaux sociaux ou téléphone arabe ? », posté le 31 janvier 2011. http://lepost.fr/article/2011/01/31/2390398_revolttes-entunisie-et-en-egypte-reseaux-sociaux-ou-telephone-arabe-html